



Rennes, le 6 novembre 2013

Le Pacte d'Avenir pour la Bretagne,

Une coquille vide à remplir avec les exigences sociales

La première réunion du Pacte d'Avenir avec les acteurs économiques et sociaux s'est tenue Mercredi matin sous la présidence du préfet de région et du Conseil Régional.

Pour la Cgt, s'il est évident de travailler des pistes d'avenir, il est tout aussi important de prendre en compte la réalité.

C'est pour cela que la Cgt entend mettre en avant que deux temps font partie de ce projet, le premier sur les mesures d'urgences, le second sur les perspectives.

Il paraît, pour la Cgt, impossible de réfléchir à l'avenir dans le même temps que des milliers d'emplois sont supprimés.

La Cgt pose comme préalable (et non ultimatum) à une discussion sereine et sérieuse, la suppression des plans sociaux par la continuité du contrat de travail.

Mettre un arrêt à la casse industrielle doit permettre de poser les jalons de perspectives dont la Cgt entend prendre toute sa place.

L'exigence, face à la casse de l'emploi, passe par des mesures innovantes, ce n'est pas le cas dans les annonces du premier ministre.

Pour la Cgt, les aides publiques doivent être mise en œuvre pour permettre une étude sur les filières avant toute mesure de restructurations. Ces demandes, déjà émises, n'ont pas encore fait l'objet de réponses par les pouvoirs publics.

Elles doivent constituer un pôle public financier pour agréger des financements et développer des industries et des activités économiques créatrices d'emploi.

Elles doivent être contrôlées pour ne pas augmenter les profits et les dividendes, comme c'est trop souvent le cas.

Le patronat, qui porte la responsabilité de la situation, a demandé la poursuite de la baisse du coût du travail. Les agriculteurs demandent encore plus de liberté pour produire sans les contraintes, mais avec les aides.

La Cgt entend interpeller les salariés pour peser sur le Pacte d'Avenir pour que les aspirations des salariés soient au cœur de l'avenir économique de la Région.

La colère est forte, elle doit se transformer en un mouvement massif porteur d'espoir. Patronat et gouvernement doivent entendre les exigences de justices sociales par une autre répartition des richesses.

La Cgt propose dans le Pacte d'Avenir :

Mettre un frein à la concurrence et à la baisse du coût du travail,

- Mettre un terme aux suppressions d'emplois,
- Renforcer les filières industrielles par une implication des pouvoirs publics dans leur organisation,
- Organiser un financement de développement de l'industrie par la création d'un pôle public financier,
- Organiser le contrôle des aides publiques et leur efficacité sur l'emploi,
- Accompagner les mutations industrielles en maintenant les salariés sous contrat de travail jusqu'à leur reclassement,
- Réformer la fiscalité en profondeur pour ne pas faire payer aux uns ce que les autres ne veulent pas payer.

Thierry Gourlay

Secrétaire régional